



Réseau Siggil Jigéen

Mme Fatou NDIAYE TURPIN
Coordinatrice des programmes
Ouaga , 13 Mars 2014



SOMMAIRE

- Contexte PF
- Priorités de plaidoyer sous AFP
- Etat des lieux
- Les aspects qui marchent
- Ceux qui marchent moins



Contexte PANPF

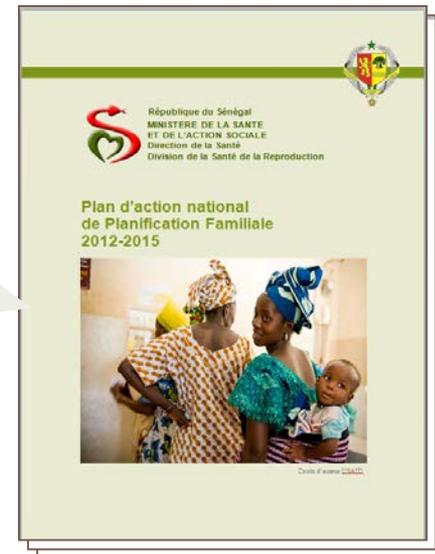
Réduire MM de $\frac{3}{4}$
Réduire MN de $\frac{2}{3}$

OMD



MM 200 / 100 000 NV
MN 16 / 1 000

Le Sénégal a fait le choix stratégique de définir la planification familiale comme une priorité nationale dans le but de réduire rapidement la mortalité maternelle et infantile



Utilisation de la contraception moderne

4

**Besoins non
satisfaits (BNS)**
→ **29,4 %**
(EDSV)

Fortes disparités
TPC entre ZU et ZR
(27 % vs. 9 %) et les
milieux sociaux (25
% pour femmes
instruites vs. 8 %
pour les femmes
sans éducation)

(TPC) 2010 – 2011:
12,6% toutes méthodes
confondues
dont → **12,1%** pour méthodes
modernes.

Enjeux et défis de la planification familiale

la création de la demande,
la disponibilité des produits,
l'accès aux services

*l'engagement politique et financier
la coordination entre les différents
acteurs.*

Fondations pour le succès du plan

TPC à 27%
d'ici 2015

Engagement
des MCR

Engagement des
partenaires
financiers

Une structure claire et cohérente est utilisée pour le PANPF

Enjeux et défis de la PF au Sénégal

Création de
la demande

4

1. **BNS importants** (29,4 % en 2010) et ce quelque soit le niveau socio-économique, l'âge, le niveau d'instruction ou la région et une forte disparité ZR et ZU (9 % vs 27 % TPC) et niveau instruction;
2. **Baisse de la communication concernant la PF** (39 % d'exposition aux messages PF / médias en 2010 contre 48 % en 2005).
3. **Perception négative de la PF chez les femmes ;**
4. **L'utilisation actuelle est concentrée sur les produits à courte durée** (43 % d'injectables, 34 % de pilules);
5. **Le manque de ressource des collectivités locales** devant appuyer la PF au niveau local

Enjeux et défis de la PF au Sénégal



Création de la demande

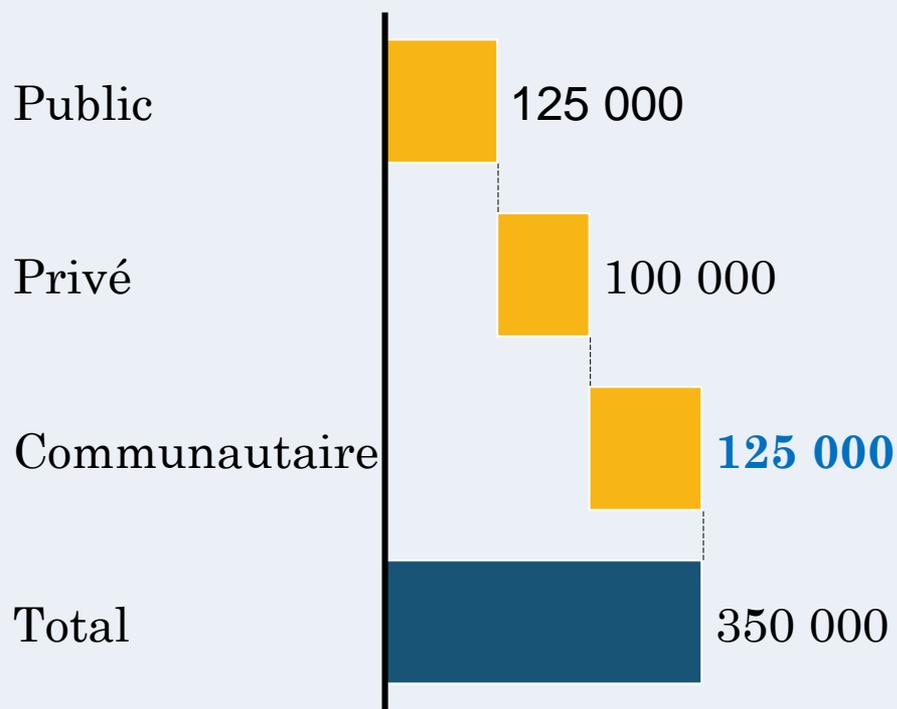
5. **Moyens de la DSR très limités**(peu de ressources humaines et un budget total de CFA 1,5 milliard ce qui représente seulement (peu de ressources 2,5 % du budget total alloué à la santé) ; cela résulte au final en un manque de ressources pour l'exécution et le suivi évaluation des activités de la PF;
6. **Cadre réglementaire non favorable à l'élargissement du système d'offre de la PF** (impossibilité de stocker pour les cliniques privées...)

Cible nationale :

350 000 utilisatrices additionnelles à 2015

Déclinaison des cibles par origine

Femmes en union additionnelles sous prévalence contraceptive



Public :

- Renforcer la qualité des services et les formations sur les MLD
- Equiper les PPS en matériel MLD
- Renforcer la gestion des fichiers PF

Privé :

- Impliquer davantage le secteur privé
- Cibler davantage les grandes entreprises cliniques et cabinets privés

Communautaire :

- Renforcer le SBC pour mieux couvrir les populations éloignées des PPS

Priorités de plaidoyer sous AFP

- **1. Délégation des tâches: Obtenir une note de service de la DSRSE permettant aux ASCs et aux prestataires médicaux et paramédicaux affiliés aux ONG, à administrer l'offre initiale de la pilule dans leur zone d'intervention après être formés;**
- **2. Obtenir un décret d'application de la loi sur santé reproductive 2014 qui autorise;**
- **3. Augmenter le soutien financier des maires dans deux communes (Pikine ,Mbao) en allouant leurs propres fonds à la planification familiale.**

Ce qui a été accompli avec AFP

- une note de service de la DSRSE permettant aux ASC et aux prestataires médicaux et paramédicaux affiliés aux ONG à administrer l'offre initiale de la pilule après être formés.
- Identification des maires, leaders communautaires, groupes des femmes et des jeunes dans les deux communes utilisant le processus Smart Chart™
- **Décret d'application de la loi santé**
- Session stratégie utilisant l'outil Smart Chart™

Les aspects qui marchent et ceux qui ne marchent pas.

ça marche !

- Démarche de plaidoyer claire et très appréciée des acteurs de la PF;
- Synergie entre les parties prenantes DSRSE, ACDEV, ASBEF.

Ça marche moins !

- Absence de support technique de plaidoyer à présenter devant le maire;

**Merci de votre aimable
attention**